Bulletin œcuménique

AVRIL 1979 NUMERO 3 PARAIT 8 FOIS PAR ANNEE

interrogation

"Tu sais papa, m'a dit ma fille ce matin avant de partir pour le jardin d'enfants, Jésus, il a été cloué sur une croix et puis trois jours après, on a vu une chose qu'on n'avait encore jamais vue, il était de nouveau vivant !" Pour elle, une belle histoire, un épisode de plus au feuilleton de Noël, mais pour nous Pâques est avant tout miracle, un message que nous ne ressentons pas à tout âge de la même façon.

Tous les hommes peuvent-ils l'appréhender de la même manière, qu'ils soient riches ou pauvres ? puissants ou misérables ? De nos interprétations proviennent nos divergences et nous les ressentons comme un péché. Des tensions sont provoquées dans l'Eglise, et particulièrement en Amérique du Sud, par l'Evangile qui devrait pourtant faire l'Unité. Est-ce la faute d'hommes pécheurs ou y a-t-il plusieurs messages, plusieurs variantes dans la parole du Christ ?

PAQUES, pour pauvres ou riches ?

Certaines divisions dans l'Eglise, écrivent des évêques latino-américains, (*) sont le reflet des divisions résultant de la mission de Jésus sur la terre. Il a lui-même déclaré qu'il était venu diviser. C'est vrai que Jésus s'adresse à tous et qu'il fréquente tout le monde, mais pas de la même manière. Par exemple, les paroles qu'il adresse aux pauvres et aux riches ne sont pas les mêmes. Son évangile n'a pas la même résonnance, ni la même signification pour les riches et pour les pauvres.

La parole qu'il adresse aux pauvres est faite d'espérance et de jubilation; celle qu'il adresse aux riches est marquée de préoccupations, d'appels à la conversion et à l'abandon des privilèges, de compassion active par la distribution des biens. La parole qu'il adresse aux pauvres fait peu à peu naître la joie et la gratitude, pas toujours cependant ; celle qu'il adresse aux riches provoque peu à peu la colère et la persécution. L'évangélisation que nous faisons doit se fonder sur cette même attitude, sous peine de n'être pas conforme à l'évangile de Jésus-Christ.

Claude THARIN

(*) Document final de la rencontre internationale d'évêques latino-américains sur la "non-violence évangélique, force de libération".

EIRENE
Service chrétien
international pour la paix
Comité suisse
Boîte postale 12, 2013 Colombier
CCP: 23-50 46

FSF
Frères sans frontières
Grand-Rue 34
CH-1700 Fribourg
CCP: 17-77 86

GVOM
Groupe volontaires
outre-mer
Chemin des Cèdres 5
CH-1000 Lausanne 9
CCP: 10-209 68

L'HOMME-DEBOUT ?

Retour d'Afrique après 5 semaines de pérégrinations, de visites, de discussions auprès de divers volontaires. Dix ans après mon dernier séjour, je suis retourné au Tchad et de ce pays où j'ai travaillé, il me reste avant tout une image que je voudrais faire partager, car, dans sa simplicité, elle reste pour moi le symbole d'un développement réussi et assumé.

Grâce à l'initiative de paysans formés par la J.A.C. (Jeunesse agricole catholique), les premiers CFPA (Centres de Formation Professionnelle Agricole) démarrent en 1964 ; depuis ils se sont multipliés. Quinze ans de formation des paysans, avec la collaboration de la coopération internationale, ont abouti entre autres aux marchés de coton autogérés.

A Ngandou, tous les producteurs de l'endroit se sont organisés en coopérative autogérée. Sur la place du village, le coton est apporté, pesé par les producteurs. Le contrôle du poids et du prix se fait grâce à un système de cases et d'écrous de diverses grandeurs et couleurs. Chaque paysan, qu'il soit allé à l'école ou non, peut comprendre et ainsi contrôler sa récolte. Toute la production est ensuite amenée à l'usine, les délégués des paysans contrôlent le poids et le prix. L'argent est ramené au village et distribué à chacun selon sa récolte.

Grâce à la prise en charge commune des problèmes quotidiens, bien des barrières entre paysans sont tombées. Chrétiens, animistes, musulmans collaborent, se font confiance, assument leur vécu quotidien. Sérieux du travail, de l'organisation du marché, mais en même temps, rires, bonne humeur, allégresse. Le jour même où ce village donnait un témoignage fraternel, à N'djaména des combats meurtriers reprenaient. Les populations civiles souffriront-elles encore longtemps des ambitions des hommes politiques ?

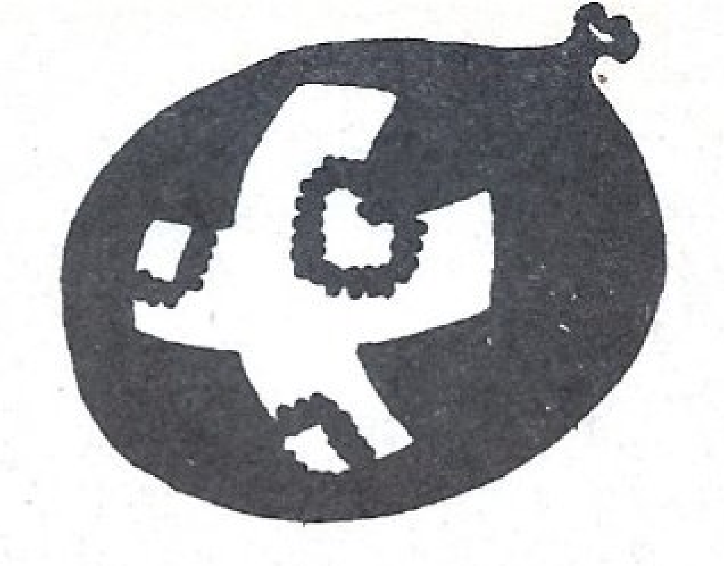
D'autres images me remontent à la mémoire. Il y a 10 ans, la société qui achetait le coton débarquait un jour au village avec ses agents acheteurs, ses gardes armés, tenant les paysans "dé-armés" à leur merci. Dans la même foulée, venaient aussi les marchands d'alcool, de pacotilles... Dépossession de soi, du fruit de son travail, de sa dignité.

En dix ans, que de chemin parcouru ! Ces paysans à la formation technique réduite à l'essentiel, ont réussi un modèle de développement exemplaire ; un exemple vivant de ce que devrait être l'aboutissement de notre travail dans le Tiers Monde : aider à former des communautés qui prennent en charge elles-mêmes leur vie de chaque jour. Pour cela, il ne suffit pas de former des techniciens, il faut aussi des hommes solidaires des autres, dignes de foi et de confiance. De nombreux projets de développement se heurtent tout simplement à cette barrière humaine.

Chez nous également, si notre société aboutit à une impasse et détruit les conditions mêmes de sa survie, ce n'est pas par manque de technique, mais parce que l'homme qui l'utilise n'a pas suivi les progrès de son savoir. Il est resté trop souvent prisonnier de son désir de possession et de domination.

"La gloire de Dieu, c'est l'homme vivant", écrivait St-Jean Chrysostome dans les premiers siècles de l'Eglise. Ces hommes vivants dans le sens plein de ce mot - ces hommes debouts -, je les ai rencontrés. Qu'ils soient également pour vous le gage de l'espérance de Pâques.

F. CORDONIER



SUISSE 1979

L'ENSEIGNEMENT DE LA NUTRITION, ENFANT PAUVRE DE LA MEDECINE DU XXE SIECLE

Pour Hippocrate, ce célèbre Grec du Ve siècle avant Jésus-Christ, père de la médecine, la diététique n'était pas un vain mot; elle occupe une place importante dans ses traités.

A cette époque - et jusqu'au début de notre ère - le mot diète avait un sens plus large. Il signifiait l'usage rationnel de tous les éléments extérieurs : l'air, la nourriture, la température, l'activité et le repos. Les idées d'Hippocrate ont influencé la médecine jusqu'au début du XVIe siècle. Dans notre siècle, marqué par le développement prodigieux de l'industrie chimique, pharmaceutique et l'essor des médicaments, la diététique est devenue une parente pauvre ; elle est même méprisée.

Mis à part l'industrie alimentaire, il n'existe que peu de recherches en Suisse sur la nutrition. Quelques professeurs, quelques assistants s'y adonnent. L'Institut pour la recherche nutritionnelle de Ruschlikon/Zurich, qui se consacre de façon intensive à ce domaine, est soutenu par une grande chaîne alimentaire. De recherches financées par les deniers publics... pratiquement rien. Toutefois, un espoir pourrait surgir de l'avènement de la médecine préventive qui, après l'ère de la médecine thérapeutique, semble peu à peu prendre pied. Remettra-t-elle un jour à l'honneur les principes d'hygiène de vie si chers au père de la médecine ?

L'ENSEIGNEMENT DE LA NUTRITION AU NIVEAU UNIVERSITAIRE

L'enseignement de la nutrition dans les universités est plutôt une branche annexe. Ainsi, en étudiant la chimie des denrées alimentaires ou la biochimie, les étudiants effleurent-ils les principes d'une alimentation équilibrée. Les étudiants en médecine ont généralement des cours sur la physiologie de la nutrition, la diététique thérapeutique. Par exemple, à l'université de Genève, les étudiants en quatrième année de médecine suivent, dans la Division de gastro-entérologie, un enseignement sur la diétothérapie, le type d'alimentation parentérale, puis la nutrition dite clinique, c'est-à-dire, l'alimentation du diabétique, de l'obèse ou contre l'artériosclérose, cours actuellement limité à une quinzaine d'heures d'enseignement.

A Zurich, deux cours sont donnés durant le semestre d'hiver, l'un aux étudiants en médecine sur la nutrition appliquée, l'autre, ouvert à toutes les facultés, sur le présent et le futur de la nutrition. A Lausanne, ce cours est donné dans le cadre de l'enseignement de la biochimie. Fribourg, Berne et d'autres universités ont également des enseignements qui intègrent la physiologie de la nutrition dans la biochimie. Mais de chaire de diététique, il n'en existe aucune.

LES ECOLES DE DIETETICIENNES

Genève, Berne et Zurich ont la tâche d'assurer en Suisse la formation des diététiciennes. Celles-ci professent l'art du bien manger et de l'alimentation rationnelle, que ce soit dans les hôpitaux (avec la diététique thérapeutique) ou dans les collectivités de bien portants. La formation dure trois ans et comprend, à Genève, quatre semestres théoriques et deux stages pratiques. Morphologie, physiologie, chimie des denrées alimentaires et biochimie, connaissance des marchandises et de l'économat, technique culinaire, sociologie, psychologie et statistique font partie, entre autres, de l'enseignement de base. En outre, pathologie médicale et chirurgicale, bases physiopathologiques de la diététique, diététiques thérapeutique et infantile sont inscrites au programme. Ces cours sont complétés par un stage pratique dans une cuisine diététique et un stage de soins aux malades en première année, ainsi qu'un stage de 2 jours par semaine, en deuxième année, avec une diététicienne. Enfin, les cinquième et sixième semestres sont constitués de deux stages à plein temps dans des établissements hospitaliers suisses ou étrangers, auprès de diététiciennes expérimentées. Ce diplôme, sanctionné par des examens, est reconnu par la Commission fédérale de l'alimentation, valable dans toute la Suisse.

LA SCIENCE DE LA NUTRITION

Manifestement, elle n'occupe pas la place qu'elle devrait. Pourtant, ne vaut-il pas mieux prévenir que soigner ? Dans les maladies de civilisation - les plus importantes dans les causes de mortalité de nos pays industrialisés - l'environnement, le genre de vie, l'alimentation forment un tout ayant des répercussions importantes dans l'état de santé des populations. Ce ne sont pas les bonnes volontés qui manquent, mais les places de chercheurs, les crédits et plus encore peut-être la conviction qu'une nourriture vraiment naturelle (souvent dite "biologique") est à la base d'une bonne santé physique et le meilleur moyen de faire de son corps son propre médecin. Un immense progrès doit encore être accompli dans ce sens tant sur le plan de notre alimentation quotidienne que sur celui de l'enseignement de la nutrition dans notre société (individus, école, famille)

CRIA et B. GRANGIER



interrogations-exprès

Mgr Leonidas Proano, 69 ans, est évêque de Riobamba, en Equateur, une ville plantée à 2700 m. d'altitude, au centre d'une région sèche, aride, où l'on sent partout la misère. Paul Jubin l'a rencontré le lendemain même de son retour de Puebla.

- *Les Indiens forment plus de la moitié des habitants de votre diocèse. Vous avez travaillé à les réhabiliter, car jusqu'en 1964, ils étaient les véritables esclaves des grands exploiteurs agricoles. L'Etat vous suit-il ?*

- Autrefois, les Indiens travaillaient 5 jours pour le patron, recevaient un salaire symbolique et un lopin de terre à cultiver... le samedi. La nourriture était insuffisante. L'Indien devait emprunter de l'argent au patron, s'endettait, se rendait de plus en plus dépendant. La réforme agraire de 1964 a supprimé cette structure. Les Indiens ont acquis de petits morceaux de terre, ils ont découvert l'indépendance, Mais l'Etat veut profiter de leur travail pour les récupérer et les soumettre à son système. Il faut apprendre à distinguer entre le simili-développement et le vrai développement. Les Indiens étaient propriétaires de ce continent avant l'arrivée des Espagnols. On leur a volé leurs terres et toutes les meilleures. Il doivent à présent se libérer de siècles d'oppressions, et de beaucoup de chaînes. Ils restent généralement rejetés et maltraités. Il est long le chemin de leur libération.

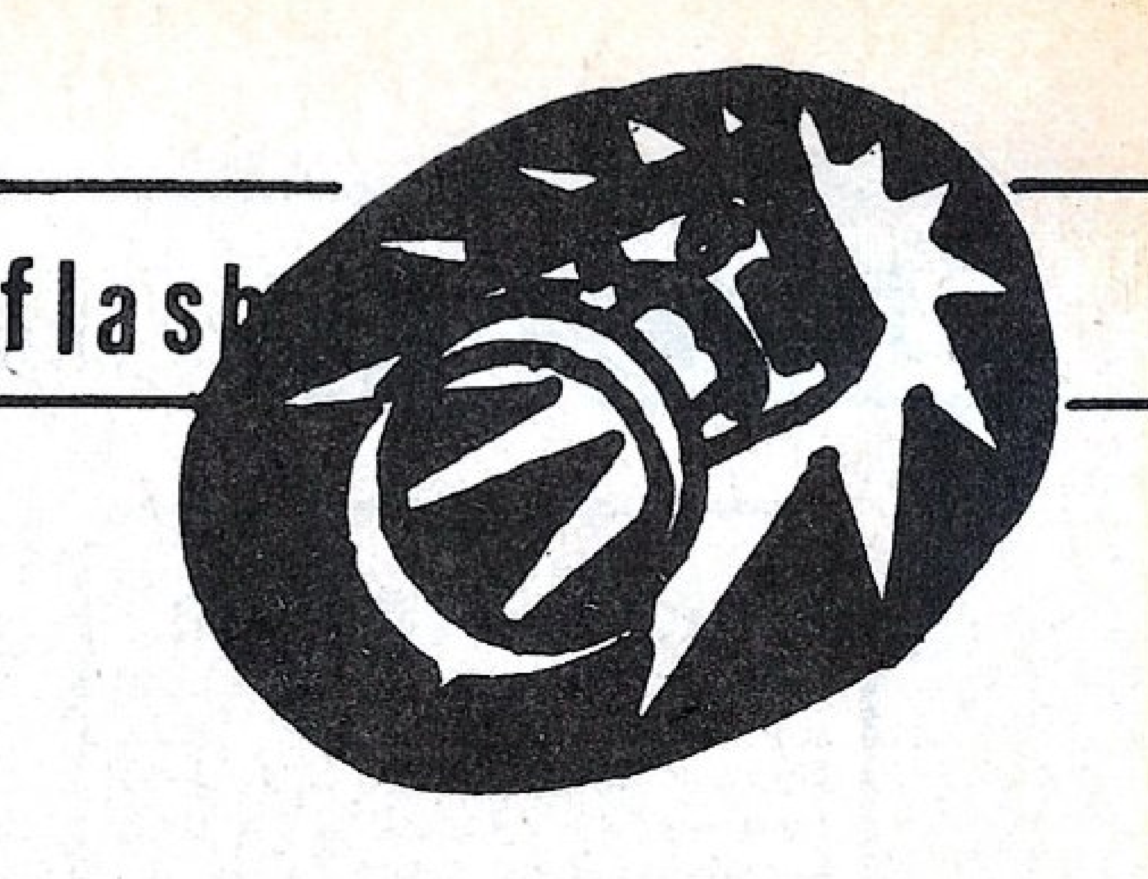
- *Après Puebla, comment peut-on s'engager comme missionnaires en Amérique latine ?*

- Il est difficile de s'insérer en Amérique latine quand on est étranger. C'est un monde différent. Des Européens souhaitent-ils venir chez nous ? Qu'ils sachent que c'est difficile et qu'ils remplissent certaines conditions :
  - facilité d'adaptation
  - une très grande capacité d'amour
  - être respectueux des valeurs locales et les révéler, c'est-à-dire avoir une capacité éducatrice, une capacité de témoignage, une capacité de patience face au lent processus de transformation
  - ne pas implanter une manière de vivre importée : elle provoque du fracas : le style de vie des Européens est souvent "esclavisant". Il faut se rendre compte que pour les Indiens, le temps a une grande valeur. Non pas à la manière des Occidentaux qui tiennent à l'efficacité, au rendement, au stress.
  - savoir attendre et laisser mûrir, cheminer avec les gens. Echanger et faire surgir les valeurs propres.

- *En restant chez eux, comment les Européens peuvent-ils être solidaires et missionnaires avec vous ?*

- Ils peuvent difficilement l'être s'ils ne sont pas conscients avec clarté des situations latino-américaines. Qu'ils envoient quelques-uns des leurs pour apprendre à connaître nos réalités, et rentrer dire ce vécu et notre situation. Vous pouvez nous aider en travaillant chez vous au changement des mentalités et des structures économico-sociales. "Les riches sont riches car les pauvres sont pauvres". Certes, voilà un slogan, mais aussi une réalité. C'est une question de justice internationale. A cet égard, vous avez votre mot à dire, non ? Et à commencer le travail chez vous, qu'en pensez-vous ?

Propos recueillis par : Paul JUBIN





Les choix du Grand Conseil bernois

Recherches sur la paix : non Musée suisse de l'armée : oui

Le Grand Conseil bernois a entamé lundi sa troisième et dernière semaine de session. Au cours de cette séance, les 186 députés ont notamment rejeté par 69 voix contre 43 une motion du Groupe libre (POCH, Alternative démocratique, Unité jurassienne) demandant la création d'un Institut de recherche sur la paix.

Le motionnaire s'inspirait de l'étude faite il y a un peu moins de dix ans par l'ancien ambassadeur Anton Roy Ganz sur mandat du Conseil fédéral qui avait accepté, en 1966, le postulat du conseiller national Max Arnold (soc., ZH) sur la création d'un Institut de recherche sur la paix. Le motionnaire souhaitait que le canton, en collaboration avec la Ville de Berne et la Confédération, donne une nouvelle impulsion à cette idée.

Le conseiller d'Etat Henri-Louis Favre, directeur de l'Instruction publique, proposait le rejet de la motion en faisant valoir qu'il s'agissait en l'occurrence d'une tâche spécifiquement fédérale. En outre, le gouvernement ne saurait confier de telles recherches à l'université, dont les programmes sont déjà très chargés. M. Favre a enfin déclaré que les moyens financiers faisaient de toute façon défaut pour un projet de ce genre.

Le Grand Conseil a en revanche accepté à une grande majorité, conformément au vœu du gouvernement, le postulat d'un député agrarien en faveur d'un Musée suisse de l'armée à Berne. L'idée émane de l'Association pour la fondation d'un Musée suisse de l'armée à Berne, qui s'est donné pour but de présenter l'évolution des forces armées suisses depuis 1815 et de créer un lieu de rencontre pour tous les milieux s'intéressant à la défense nationale. Le Conseil de Ville de Berne a déjà chargé l'été dernier son Exécutif d'étudier un tel projet. — (ats)

24 HEURES 21.2.79



AUGMENTATION DE DEMANDES D'ASILE EN 1978

En 1978, 1389 étrangers ont adressé aux autorités suisses une demande d'asile (ils étaient 1085 l'année précédente). Il s'agit de ressortissants de 56 (49) Etats, dont 240 (241) Chiliens, 181 (106) Vietnamiens, 174 (153) Tchécoslovaques, 165 (107) Roumains, 128 (129) Hongrois, 104 (90) Polonais et 95 (27) Argentins. Ces chiffres incluent les réfugiés d'Amérique latine et d'Asie du Sud-Est dont l'accueil avait été assuré à la suite de demandes présentées individuellement ou par groupes, indiquait hier le Département fédéral de justice et police.

934 (765) de ces étrangers avaient obtenu l'asile à la fin de décembre 1978. A ce moment-là, 290 (229) demandes étaient encore en suspens. 63 autres (61) ont été retirées et leurs auteurs ont quitté la Suisse avant qu'aucune décision ne soit intervenue. Le nombre des demandes rejetées est de 102 (30). Dans la plupart des cas, le refus était motivé par le fait que l'intéressé avait déjà été accueilli dans un autre Etat. En outre, 139 personnes parmi celles dont la demande était en suspens à la fin de 1977 se sont vu accorder l'asile.

Il faut ajouter encore 140 (71) réfugiés, venus essentiellement du Sud-Est asiatique et d'Amérique latine, pour la plupart âgés et handicapés, qui ont été accueillis, au cours de 1978, à la faveur de campagnes spéciales de secours. (ATS)

La Liberté 6.2.79

SELON UN JOURNALISTE SOVIETIQUE

«Il est indécent de parler argent en Suisse»

Dans le numéro du 26 janvier des « Nouvelles de l'Union soviétique », bulletin édité par l'ambassade d'URSS à Berne, est publié un article de l'envoyé spécial de l'agence de presse Novostny en Suisse consacré à la société « Swiss Timing ». Cet article est basé sur un entretien que le journaliste soviétique a eu avec M. Denis Oswald, secrétaire général de Swing Timing. Après avoir rappelé que Swiss Timing sera chargé du chronométrage officiel aux Jeux olympiques de Moscou, l'auteur de l'article demande à M. Oswald quel est l'intérêt de Swiss Timing d'être le fournisseur officiel des Jeux olympiques de Moscou, en faisant la remarque préalable que : « Dans ces cas-là, il est pour le moins indécent en Suisse de parler des conditions financières. C'est un secret commercial ». A cette question, M. Oswald répond que Swiss Timing ne compte pas sur un avantage commercial direct, mais vise plutôt la publicité résultant du fait que la technologie horlogère suisse pourra s'affirmer face au monde entier. (ATS)

La Liberté 30.1.79

EPARGNE

Les Suisses en tête

A l'occasion de la Journée mondiale de l'épargne, l'Institut international des caisses d'épargne (IICE) révèle que les Suisses et les Japonais ont été une nouvelle fois les plus gros épargnants du monde : 22 563 fr (soit 11 225 dollars, calculés au 31.12.77) par habitant en Suisse et 9531 dollars au Japon.

Ces deux pays sont suivis par les Belges (5312 dol.), les Américains (4354 dol.), les Allemands de l'Ouest (3830 dol.) et les Autrichiens (3687 dol.). Du septième au dixième rang, on trouve les Norvégiens, les Suédois, les Français et les Danois.

Etabli à Genève, l'IICE qui représente les établissements d'épargne de 59 pays totalisant des dépôts d'un montant équivalant à plus de 550 milliards de dollars, remarque que le taux de croissance des dépôts d'épargne de 1976 à 1977 présente de grandes variations d'un pays à l'autre. Dans les pays industrialisés, il varie de 8,7 % en Suisse à 36,5 % en Grèce, tandis que dans les pays en voie de développement (PVD), l'IICE cite à titre d'exemple un taux de 0,6 % en Ethiopie ou de 42,7 % au Sri Lanka. Entre autres facteurs, souligne l'IICE, l'inflation joue un rôle important dans la croissance nominale des dépôts dans les PVD.

La part de marché des caisses d'épargne dans l'épargne sur compte est considérable dans certains pays industrialisés, notamment en RFA, où elle dépasse 60 %, ou en Norvège, aux Etats-Unis, en Suisse et en Belgique, où elle est de plus de la moitié du marché. Dans la plupart des autres pays industrialisés, elle dépasse le tiers du marché.

Les statistiques élaborées par l'IICE ne portent que sur l'épargne bancaire et non sur l'épargne sur titre, les contrats d'assurance et les cotisations aux caisses d'assurance et de retraite (ATS)

La Liberté 6.2.79

Autodestruction

Fanatique de l'automobile, un cheminot de 26 ans, Franz Tragl, de Knittelfeld (sud-est de l'Autriche) n'a pu survivre à sa voiture.

Il avait eu la chance de sortir avec seulement quelques égratignures d'un accident qui, en revanche, avait été fatal à son auto.

Incapable de surmonter son désespoir, il s'est, sur les lieux de l'accident, ouvert les veines et plongé quinze fois un couteau dans le cœur. — (afp)

T.L.M. 21.3.79

Au Japon: la TV opium du peuple

Quarante-deux familles japonaises viennent de tenter une expérience dont les conclusions sont assez troublantes : un mois sans télévision.

L'une des familles n'a résisté en fait qu'une semaine, et quatre autres ont abandoné avant la fin de l'expérience. D'autres enfin ont triché : les hommes ont regardé la retransmission des matchs de baseball sur les récepteurs des bars avant de regagner leur domicile.

Selon le bureau de la jeunesse de Kobe, qui a organisé ce mois sans télévision, dans le but de rendre les Japonais plus conscients de la place prise par le petit écran dans leur vie quotidienne, les enseignements sont assez troublants.

Non seulement beaucoup de familles n'ont pu rester un mois entier sans allumer leur récepteur, mais encore de nombreux enfants se sont plaints d'être privés de leurs émissions favorites. Certains pères de famille se sont mis à boire plus que de coutume pour supporter cette privation, et d'autres ont perdu le sommeil. (ap)

L'Impartial

NUCLÉAIRE

GL 23.2.79

● URANIUM ENRICHI: LA CEE DÉPEND DE PLUS EN PLUS DE L'UNION SOVIÉTIQUE. – La CEE est davantage dépendante de l'Union soviétique en ce qui concerne son approvisionnement en uranium enrichi, indiquent les derniers chiffres du bureau des statistiques de la Communauté. La situation évolue de telle sorte que l'Union soviétique pourrait être amenée à fournir un peu moins de la moitié des besoins de la Communauté et les Etats-Unis un peu plus de la moitié. Les Neuf ont importé 31 000 kilos d'uranium enrichi en 1977, 23 943 en provenance des Etats-Unis et 7137 de l'Union soviétique, soit une augmentation de 11% pour les Etats-Unis et de 171% pour l'Union soviétique sur les chiffres de 1976. La production de la Communauté, encore faible, est en augmentation. (Reuter)

Gazette Lsne 23.2.79

NUCLÉAIRE

● FERMETURE PROVISOIRE DE CINQ CENTRALES ATOMIQUES AMÉRICAINES. – Ayant des doutes sur leur fiabilité en cas de secousses telluriques, les Etats-Unis ont décidé mardi de fermer pendant un mois cinq importantes centrales nucléaires. Si des travaux se révèlent nécessaires, annonce la Commission de surveillance nucléaire (NRC), cette fermeture pourrait se prolonger. Cette décision fait suite à la découverte d'erreurs dans les données d'une étude menée sur ordinateur sur les conditions de sécurité. Il se pourrait notamment que les canalisations employées pour alimenter les réacteurs en eau froide ne soient pas assez résistantes en cas de séisme. (Reuter)

Gazette Lsne 15.3.79

Suède

PLUS DE FESSÉES POUR LES ENFANTS

Stockholm (A.F.P.). — Les parents suédois n'auront plus le droit de fesser leurs enfants à partir du 1er juillet prochain : le Parlement a adopté vendredi 16 mars, sans le modifier, par deux cent cinquante-neuf voix contre six, un projet de loi interdisant les punitions corporelles sur les enfants. Selon ce texte, toute punition causant une souffrance physique ou morale, même légère ou temporaire, est un délit. La loi s'appliquera aux parents aussi bien qu'à toute personne qui a la charge d'enfant.

Un parlementaire libéral a déclaré qu'il espérait que la nouvelle loi entraînerait un changement d'attitude des adultes envers les enfants. Un député conservateur a estimé, lui, que cette nouvelle loi serait « nuisible et inutile », tandis qu'un autre conservateur a pour sa part trouvé « honteux » que le Parlement ait à s'occuper de savoir s'il valait mieux donner des claques aux enfants ou au contraire leur parler.

Le Monde 18-19.3.79

LES ARRESTATIONS POLITIQUES AU CHILI ONT ÉTÉ PLUS NOMBREUSES EN 1978 QU'EN 1977

Des violations des droits de l'homme, souvent de caractère grave, continuent de se produire au Chili, affirme le groupe de travail chargé par l'ONU d'enquêter dans ce pays. Dans son rapport transmis mercredi 21 février à la Commission de l'ONU sur les droits de l'homme, réunie à Genève, il demande au gouvernement chilien qu'il soit mis fin à l'état de siège et à l'état d'urgence et que soit rapidement rétabli le droit de la population de prendre librement part à la conduite des affaires publiques. Il insiste pour qu'il soit procédé à l'identification, à la poursuite en justice et au châtiment des personnes responsables d'actes de torture ou ayant entraîné la mort de détenus.

De janvier à fin octobre 1978, il y a eu, selon le rapport, 378 personnes arrêtées au Chili pour des raisons politiques ou « *de sécurité nationale* », contre 346 en 1977 et 552 en 1976. Le groupe de travail affirme détenir des « *preuves indubitables* » de la disparition de plus de 600 personnes. *(A.F.P.)*.

Le Monde 23.2.79

– Que pensez-vous de cette phrase merveilleuse écrite en son temps par Jean Rostand: «Le plus beau cadeau qu'un père puisse faire à son enfant, c'est d'avoir bien choisi sa mère»?

Le pape s'élève contre tout les totalitarismes

La liberté religieuse, droit essentiel de l'homme, est un des thèmes majeurs de la première encyclique de Jean Paul II, publiée hier. Sa « limitation », précise-t-il, atteint « avant tout la dignité même de l'homme ». Nul ne doit donc « accepter une position selon laquelle seul l'athéisme a droit de cité dans la vie politique et sociale, tandis que les croyants sont (...) traités comme citoyens de catégorie inférieure ». Cette allusion, selon les observateurs, à nombre d'Etats marxistes, se confirme ailleurs dans le rejet des « totalitarismes d'Etat » et d'un « parti déterminé qui s'identifie à l'Etat ». Une note au bas de la page renvoie notamment à ce sujet aux encycliques de Pie XI sur le nazisme et le communisme. La « société de consommation » n'est pas beaucoup mieux traitée. Le pape dénonce le « profit purement matérialiste (qui) condamne l'homme à l'esclavage », et les « manipulations multiformes », dont « la pression des moyens de communication sociale ». Plus généralement, « le drame est encore exacerbé par le voisinage des couches sociales privilégiées et des pays de l'opulence qui accumulent les biens de façon excessive », tandis que croissent la misère, l'inflation et le chômage. Ce très long texte n'apporte guère de nouveautés dans le domaine de la doctine sociale de l'Eglise. Dans celui de la discipline du clergé, il critique, très classiquement, les extrémistes de droite comme de gauche. Les premiers « auraient voulu revenir en arrière », écrit le souverain pontife à propos de l'œcuménisme. Les seconds se livrent à des « critiques inconsidérées » et sont trop sensibles aux « différentes nouveautés ». Mais c'est naturellement le domaine religieux qui domine largement, l'homme étant « la première route fondamentale de l'Eglise », formule qui laisse perplexes certains théologiens. — (afp)

24 Heures 20.3.79

JEAN PAUL II RELANCE LA COLLABORATION ŒCUMÉNIQUE

Jean Paul II a envoyé une lettre à Mgr Torrella Cascante, vice-président du secrétariat romain pour l'unité des chrétiens, à l'occasion de la réunion du groupe mixte Eglise catholique et Conseil œcuménique des Eglises (C.Œ.E.), qui a lieu actuellement à Neufchâtel (Suisse).

Le pape exprime le désir de voir « *s'intensifier l'effort en vue de hâter le rétablissement de l'unité entre tous les chrétiens* ». « *Dès maintenant,* ajoute Jean Paul II, *avant même que cette unité de foi, de vie sacramentelle et de liens hiératiques ne soit rétablie (...), je souhaite que vous puissiez trouver comment assurer une collaboration croissante dans tous les domaines où cela est maintenant possible entre l'Eglise catholique et le Conseil œcuménique des Eglises.* »

∴

Cette prise de position de Jean Paul II sur l'œcuménisme, lors de la première réunion depuis son élection du groupe mixte, devra dissiper certaines craintes de ceux, surtout chez les protestants, qui se demandent si le nouveau « pape polonais », connu pour son intransigeance doctrinale et sa piété mariale, ne constituera pas un « frein » en matière œcuménique.

Au lendemain de son élection, Jean Paul II avait bien déclaré : « Il ne nous semble pas possible que le drame de la division des chrétiens continue. C'est un objet de perplexité et de scandale », *mais on attendait de connaître sa position sur la collaboration de l'Eglise catholique avec le C.Œ.E.*

Rappelons que Paul VI avait déclaré, en 1969 : « Nous ne considérons pas que la question de la participation de l'Eglise catholique au Conseil œcuménique des églises soit mûre au point que l'on puisse ou doive donner une réponse positive. » *Sans encore donner cette* « réponse positive », *Jean Paul II vient de débloquer une situation figée. — A. W.*

Le Monde 2.3.79

LE DIALOGUE OECUMENIQUE : DES ETAPES CONCRETES POUR SORTIR DE L'ORNIERE

"S'il est vrai qu'actuellement les Eglises ne sont ni divisées ni unies, il faut être reconnaissant de ce qu'un véritable rapprochement entre elles ait pu avoir lieu au cours des dernières années", constate le comité central du Conseil oecuménique des Eglises (COE).

La collaboration avec l'Eglise catholique romaine s'est intensifiée depuis peu dans les activités médicales et éducatives. Mais il faudrait aller plus loin. De l'avis du comité central, la voix unanime de la conscience chrétienne devrait s'élever plus clairement en particulier en ce qui concerne les menaces qui pèsent sur la justice et la paix.

Il invite donc le groupe mixte de travail à envisager des actions communes dans au moins quatre secteurs : la préparation de la prochaine conférence de la CNUCED à Manille (1979) : une approche commune du problème des droits de l'homme ; des prises de positions sur le problème des armements et sur la faim dans le monde ; la préparation de l'Année du handicapé (Nations Unies).

Enfin, en ce qui concerne les relations avec les organisations confessionnelles internationales, le comité central souhaite qu'une meilleure collaboration s'instaure pour réaliser l'unité visible de l'Eglise. Le COE demeure l'instrument le plus complet que le mouvement oecuménique possède actuellement. Il est la seule tribune où tous les aspects de ce mouvement peuvent se rencontrer.

SPP 23.1.79

VIOLENCE A LA TV: UNE DEMARCHE DE LA COMMUNAUTE DE TRAVAIL DES EGLISES CHRETIENNES

Dans une lettre aux responsables des émissions catholiques chrétiennes à la télévision suisse, la communauté de travail des Eglises chrétiennes en Suisse s'inquiète des répercussions de la violence sur le petit Ocran. Elle est d'avis "que la lutte contre une présentation trop fréquente de formes répugnantes de la violence et de la brutalité dans les programmes d'information et de divertissement est une affaire oecuménique qui intéresse les Eglises".

SPP 6.3.79

Cri d'alarme du directeur de la FAO
Il est urgent de constituer des réserves alimentaires mondiales

La constitution de réserves alimentaires mondiales « est urgente » a déclaré lundi à Rome M. Edouard Saouma, directeur général de la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), qui propose un plan pour la sécurité alimentaire.

« Une répétition de la crise alimentaire mondiale de 1972-73 est toujours possible alors que les stocks actuels de céréales ne font l'objet d'aucune coordination internationale », a déclaré M. Saouma. Il estime que les mesures prises jusqu'ici pour la sécurité alimentaire sont « dangereusement insuffisantes ».

Pour combler le vide laissé dans ce domaine par l'interruption le 14 février dernier des négociations de Genève pour un nouvel accord sur le blé, M. Saouma propose un plan en cinq points. Ce plan reprend les recommandations de l'« engagement international sur la sécurité alimentaire mondiale » souscrit en 1974 par 75 pays :

Objectifs jamais atteints

1. Tous les pays devront adopter des politiques nationales de stockage de céréales. Les réserves devront être utilisées pour des raisons de sécurité alimentaire et non dans des buts commerciaux ;

2. Le comité FAO sur la sécurité alimentaire mondiale définira les règles à suivre pour la libération de ces stocks de réserve. Ces stocks seront utilisés en cas de mauvaises récoltes, de catastrophes naturelles, ou pour permettre aux pays en voie de développement d'assurer leurs importations alimentaires à des prix raisonnables ;

3. Les pays donateurs d'aliments sont invités à augmenter leurs engagements d'aide alimentaire pour atteindre le niveau de 10 millions de tonnes par an, objectif — jamais atteint — fixé par le Conférence mondiale de l'alimentation en 1974 ;

4. L'aide bilatérale et multilatérale devra être augmentée pour permettre aux pays en voie de développement de se constituer des réserves alimentaires et de les maintenir ;

5. La sécurité alimentaire des pays en voie de développement devra être encouragée par un système d'autosuffisance collective. Les pays du Sud-Est asiatique membres de l'ASEAN et les pays du Sahel envisagent actuellement de constituer des réserves alimentaires régionales. Des plans analogues devraient être étudiés dans d'autres régions.

Le plan de M. Saouma sera soumis dans les prochains mois à l'approbation des pays membres de la FAO. — (ats)

24 HEURES 20.3.79

Stabilisation des matières premières
Important accord

Pays « pauvres » et pays « riches » sont enfin parvenus, cette nuit, à un accord sur le Fonds commun de stabilisation des matières premières, après plus de deux ans de négociations, à l'issue de la quatrième session de la conférence de l'ONU sur le fonds commun, à Genève.

Les quelque 100 pays participants se sont entendus sur les « éléments fondamentaux » de ce fonds qui servira à financer des mesures de stabilisation des cours des matières premières. (afp)

L'Impartial 20.3.79

PRES DE LA MOITIE DES REFUGIES DU MONDE SONT AFRICAINS

Au début de 1979, on estime à 4 millions le nombre des réfugiés en Afrique sur un total de 8,5 millions dans le monde.

Les atteintes aux droits fondamentaux de l'être humain prennent sur ce continent une proportion alarmante.

Alors qu'en 1951 le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés pensait n'avoir à résoudre que le problème des réfugiés de l'Europe orientale, ce ne sont pas moins de 120 conflits majeurs (guerres ou conflits civils) qui ont éclaté au Congo, au Soudan, au Nigéria, en Angola et au Zaïre, sans compter les évènements plus récents au Ruanda Burundi, en Ouganda, en Ethiopie, dans la Corne de l'Afrique et en Guinée équatoriale.

Le rapport de la Conférence des Eglises de toute l'Afrique qui traite de cette question déplore l'attitude des élites au pouvoir qui exploitent l'ignorance des peuples. "Les réfugiés d'Afrique n'ont pas besoin de commisération. Ce qu'il leur faut: à la campagne quelques outils, des connaissances agricoles et un lopin de terre ; en ville un minimum de formation et un travail qui leur permette de vivre", conclut la Conférence des Eglises de toute l'Afrique.

SPP 6.3.79

A L'HORIZON
«Soyez gentil, mais pas trop»

Les Américaines de Johannesburg qui éprouvaient quelques difficultés à traiter leur personnel noir à la manière des Sud-Africains, vont enfin savoir comment s'y prendre. Compilé par l'American Women's Club de Johannesburg et distribué par le consulat américain, un pamphlet vient de paraître, qui donne en termes racistes, une série de conseils aux maîtresses de maison. La brochure, qui préconise, entre autre de ne pas surpayer les employés noirs, cite l'exemple d'une Américaine fraîchement arrivée, qui donnait à son «boy» 86 dollars par mois, jusqu'au jour ou elle réalisa que ses voisins sud-africains payaient moins leurs employés pour davantage d'heures de travail. «Faites les travailler 9 à 10 heures par jour» ou encore «Soyez gentils, mais pas trop» recommande ce «guide» qui pourrait aussi bien s'intituler «Comment apprendre à exploiter votre personnel noir».

B.C.

Gazette Lsne 28.2.79



thérèse duval

dossier avril 1979

Philippines : la face cachée

les Philippines

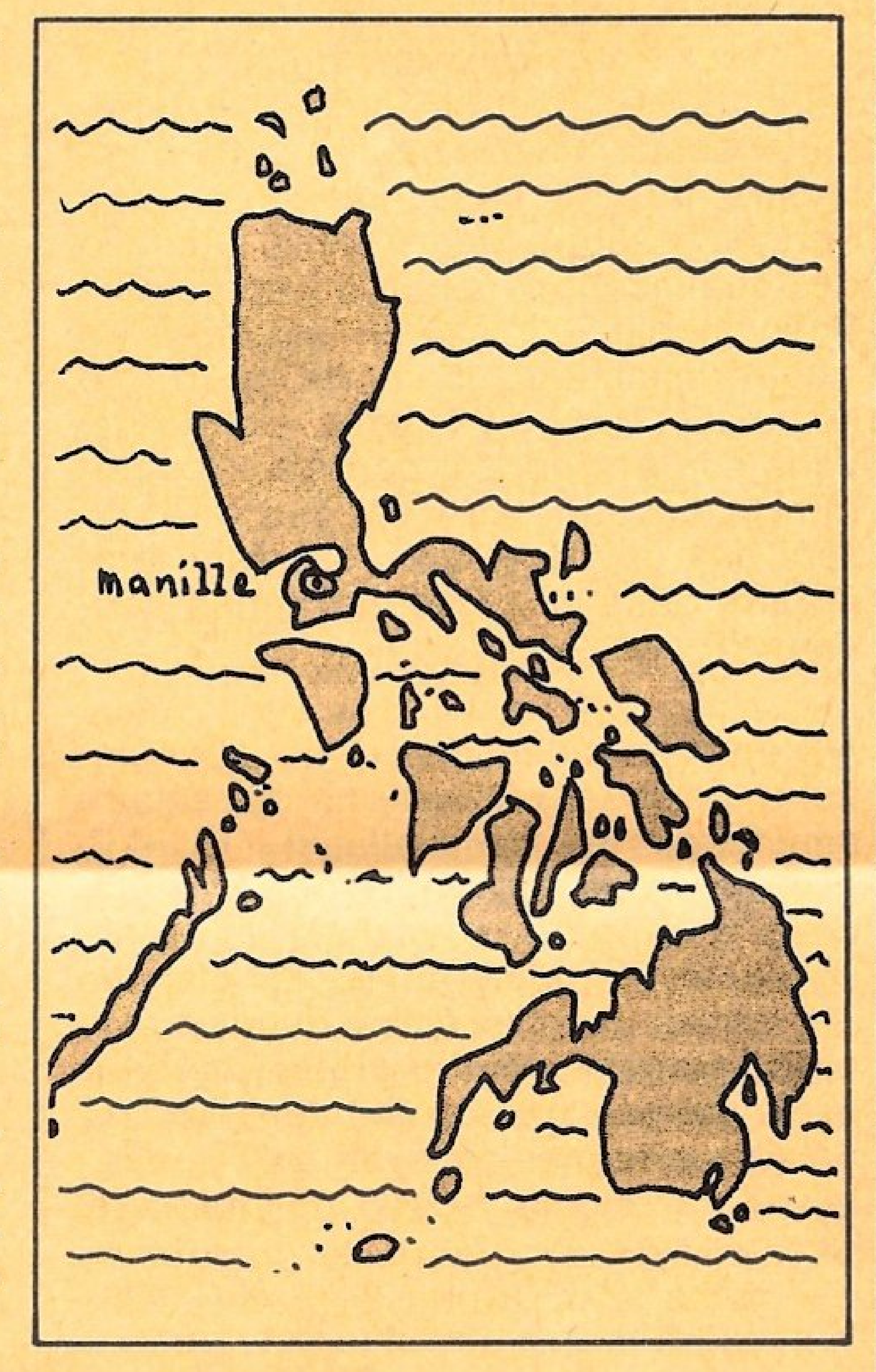
Les Philippines : 44 millions d'habitants vivent dans ce pays de 300.000 km², composé de 7.000 îles. Exemple unique en Asie du Sud-Est, les Philippines, colonisées au XVIe siècle par l'Espagne, sont un pays à majorité catholique. Seules les îles du Sud sont restées musulmanes.

*En 1898, les U.S.A. prennent la relève de l'Espagne et en font la base avancée de leur sphère d'influence dans la région. Indépendantes en 1946, les Philippines se dotent de deux partis politiques (libéral et nationaliste) qui, jusqu'en 1972, alterneront au pouvoir. En septembre 1972, Ferdinand Marcos décrète la loi martiale * sous prétexte de « lutte contre la subversion maoïste et musulmane » pour conserver le pouvoir qui risquait de lui échapper l'année suivante à l'issue de son second mandat.*

Les Philippines demeurent militairement liées aux U.S.A. ; les U.S.A. et le Japon contrôlent l'économie par leurs capitaux. La question agraire s'aggrave en raison de la démographie (3,1 % de croissance annuelle) ; la région du Sud, où s'est instaurée la guérilla des Moros mulsulmans, est pleine de richesses. Marcos et sa femme (la First Lady) ont instauré une République familiale corrompue.

Manille, 4 millions d'habitants, est une capitale de prestige qui accueille fréquemment, et à grands frais, d'importantes manifestations internationales, du concours de Miss Univers à l'assemblée générale du Fonds monétaire international et au championnat du monde d'échecs. Autour d'un centre prestigieux, Manille possède de nombreux bidonvilles dont le plus grand est Tondo (au minimum 200.000 personnes) ; il est aussi le plus grand de l'Asie du Sud-Est.

Le C.C.F.D. a rencontré Tondo en 1975. Au sein du « Partenariat en Asie pour le développement humain » (regroupant des organisations de six pays industrialisés et de treize pays d'Asie), le C.C.F.D. participe financièrement au soutien de l'action du Z.O.T.O. Cette aide diminue régulièrement car la participation des habitants de Tondo est de plus en plus forte.



le bidonville de Tondo

Etiré le long de la baie, au nord de la rivière Pasig, sur une bande de terre assez étroite, le bidonville de Tondo regroupe au moins 200.000 personnes, selon les évaluations les plus restrictives.

C'est au début des années 1940 que le gouvernement philippin a commencé à récupérer du terrain sur la mer, près d'un « village » de Manille nommé Tondo, où résidait déjà la majeure partie de la population ouvrière de la capitale. Le terrain dégagé était tout proche du port et du marché central, principales sources d'emploi offertes aux « émigrants de l'intérieur », paysans sans terre arrivant de Luçon, des Visayas et d'autres îles. Chassés par la misère, incapables de trouver (et de payer) un logement à Manille, les nouveaux arrivants devaient très vite envahir ce terrain encore vide et, de surcroît, « sans propriétaire », puisque possédé par l'Etat. Ensuite, le mouvement allait s'entretenir de lui-même et prendre une accélération vertigineuse : quoi de plus normal, en effet, pour l'exilé des campagnes débarquant à Manille, que d'aller trouver le cousin ou l'oncle déjà installé, en le priant de bien vouloir louer une partie de sa maison, quitte à ce qu'il y rajoute six planches et une plaque de tôle. **Tondo,** devenu zone d'expansion naturelle des « squatters », **passait ainsi de 44.000 habitants environ en 1968 à 175.000 en 1972 :** quatre fois plus en quatre ans !

Il est évident que les gouvernements philippins qui se sont succédés au pouvoir depuis trente ans ne pouvaient envisager d'un très bon œil l'occupation « gratuite » de terrains qui sont, potentiellement, parmi les plus chers et les plus rentables de la capitale. Tondo est, depuis longtemps, considéré comme l'un des obstacles majeurs au développement industriel et commercial de Manille.

Si les plans successifs qui ont été élaborés au cours des dernières décennies pour arrêter les migrants et déplacer les squatters ont tous échoué jusqu'ici, c'est qu'**ils se heurtent à une loi économique très simple : l'atout essentiel du développement réside dans les bas salaires de la main-d'œuvre ;** pour survivre, celle-ci doit réduire ses dépenses au maximum, se trouver le plus près possible de son travail, le moindre coût de transport mettant en péril tout le revenu d'une famille.

** Cf. Faim-Développement n° 64 D, « La loi martiale aux Philippines ».*

(1) Un peso = 0,63 FF.

des salaires pour survivre

Le salaire minimum philippin est fixé, depuis le 1er juillet 1978, à 11 pesos (1) par jour ; mais c'est le salaire minimum d'un ouvrier qualifié : il concerne un peu plus d'un million et demi de Philippins, soit 29 % seulement des travailleurs salariés. Et ceux-ci ne représentent que 45 % de la population active du pays... Un salarié débutant ne touchera que 7,50 à 8 pesos par jour : environ un dollar U.S. ; selon la loi, il pourra rester « débutant » pendant 3.000 heures ; et il n'accèdera aux 11 pesos qu'après avoir franchi un autre degré dans l'échelle des qualifications, celui d'« apprenti ». Enfin qualifié, l'ouvrier atteindra le salaire minimum, mais ne pourra le dépasser tant qu'il sera considéré, dans son entreprise, comme « temporaire » (casual). « Il n'est pas rare, disent des ouvriers, que l'on reste temporaire dans la même entreprise pendant 18 ans... »

A l'occasion des dernières négociations pour le relèvement du salaire minimum, le très officiel T.U.C.P. (Congrès des Syndicats des Philippines) a rappelé que dans la seule agglomération de Manille (qui dispose du revenu le plus élevé du pays), **le coût journalier des produits de base nécessaires à une famille de référence de six personnes s'élevait à 43 pesos ; quant au revenu moyen par ménage, et par jour, pour l'ensemble des Philippines, il était de 18,35 pesos en 1977,** et le salaire réel d'un travailleur « non qualifié » diminue régulièrement (de 2,4 % pendant le premier trimestre de 1978).

Même pour l'ouvrier « qualifié » qui touche un peu plus, ce n'est pas encore l'aisance. Un homme de 47 ans, ouvrier dans une usine de produits alimentaires (250 employés) décrivait ainsi sa situation : « Je gagne 12,20 pesos par jour, auxquels s'ajoutent quelques gratifications et les heures supplémentaires (2), ce qui fait au total 15 pesos. Ma femme, employée dans la même usine, est au salaire minimum. Nous avons dix enfants, tous scolarisés (3), en partie grâce à l'aide d'une de mes sœurs qui travaille à l'étranger. L'aînée a 25 ans, elle est infirmière et n'est plus souvent chez nous. Nous consommons tout de même 5 kg de riz par jour (la qualité la moins chère coûte 2,10 pesos le kilo). S'y ajoutent quelques légumes ou du poisson, soit encore 10 pesos par jour. Pour une pièce unique, je paye 170 pesos par mois, tout compris : ce qui n'est pas cher, mais le propriétaire est un parent... Enfin, ma femme et moi dépensons en transport 5 pesos par jour, sur lesquels l'usine nous rembourse 3 pesos. » Le calcul est vite fait : toute dépense supplémentaire est impossible.

les scavengers

Vivre le plus près possible de son gagne-pain : il est une catégorie d'habitants de Tondo (la plus défavorisée) qui pousse cette règle de survie jusqu'à l'absurde. Ce sont les « scavengers », terme qu'il faudrait traduire par « ramasseurs d'ordures ». Eux vivent sur leur gagne-pain, puisqu'ils vivent sur les tas d'ordures, tout près du port international. La décharge est cernée de baraques en bois dont certaines sont construites sur la décharge même. C'est là que « travaillent » des enfants et des adolescents, le visage et les bras entortillés de lambeaux de gaze qui rendent plus sombre encore la peau des corps à demi-nus. Ces enfants fouillent le tas d'ordures, ordures si corrosives qu'il leur faut se protéger les bras, la figure, les poumons même. Plus loin, recueillies sur une feuille de plastique, des milliers de petites billes de polyéthylène, grosses comme trois têtes d'épingle, ramassées une à une, parmi la tôle et la ferraille et récupérées pour la revente. Il y a dans Tondo 500 familles de « scavengers ». **Ce qui définit le bidonville, d'ailleurs, c'est la notion d'occupation forcée et illégale du sol, autant, sinon plus, que la misère.** Car la misère de Tondo (hormis celle des ramasseurs d'ordures) est relative : on n'y croise généralement pas d'enfants au ventre gonflé par la sous-alimentation, ni de vieillards cachexiques. A Tondo, le revenu mensuel moyen est actuellement évalué à un peu moins de 372 pesos par famille. Comme la famille philippine moyenne a six enfants, ce n'est tout de même pas beaucoup. L'absence de sous-alimentation, trop visible, pourrait surprendre si l'on oubliait deux facteurs correctifs : la solidarité profonde du groupe familial, aux Philippines comme dans le reste de l'Asie ; la capacité de s'organiser, de se défendre et d'améliorer leur sort, dont font preuve, plus que partout ailleurs, cette fois, les habitants de Tondo.

les infirmières aux pieds nus

Tondo est aujourd'hui scindé en associations de quartiers, dites organisations « parapluie » (umbrella).
La plus grande et la plus active est indéniablement le Z.O.T.O. - qui signifie « Zone one Tondo Organisation » - parce qu'elle est implantée dans le district n° 1 de Tondo. Elle se veut (et elle est) un regroupement populaire au service de la population ; elle refuse toute étiquette politique.
Présidente du Z.O.T.O., Trinidad Herrera a été, lors des élections du 6 avril dernier, candidate du Laban (« le combat », parti de l'opposition) pour Tondo. Mais ce n'est pas son activité politique qui explique le mieux ses séjours répétés en prison : ce que les autorités philippines, sans trop le dire ouvertement, reprochent le plus à Trinidad Herrera, et à travers elle, au Z.O.T.O., c'est d'**aider efficacement les gens de Tondo à s'aider eux-mêmes** et donc à résister aux tentatives faites pour les décourager ou les expulser par la violence.
Le Z.O.T.O. couvre huit zones (« barrios ») distinctes, regroupant chacune 300 à 500 familles. Dans chaque zone, une clinique payée, construite, équipée, par les habitants de Tondo ; plus « soignée » sans aucun doute. Pour y pénétrer, on se déchausse, comme dans toutes les demeures traditionnelles aux Philippines — y compris dans les pires barraquements de Tondo. A l'intérieur, un plancher luisant de propreté, deux pièces exiguës contenant un équipement médical minimum : stérilisateur et seringues, quelques flacons, un pèse-bébé... « C'est nous, à Tondo, explique un responsable, qui payons leurs études d'infirmières à de jeunes volontaires du bidonville, pour qu'elles travaillent ici en tant qu'« auxiliaires médicales » (paramedics). Leur diplôme obtenu, certaines n'ont pas le courage de revenir et nous ne leur jetons pas la pierre pour cela... »
L'essentiel de l'effort « para-médical » porte sur la formation (des futures mères, en particulier), ainsi que le dépistage et la prévention de certaines maladies, la tuberculose notamment.

---

(2) Durée légale du travail : 8 heures par jour, 6 jours par semaine. Le salaire horaire est accru de 40 % pour les heures supplémentaires (en moyenne : 4 heures hebdomadaires supplémentaires, auxquelles s'ajoute le dimanche si l'ouvrier en a la force).

(3) Les familles sont nombreuses aux Philippines, mais la volonté de scolariser les enfants est une caractéristique générale du pays.

une vigilance collective

Le Z.O.T.O. a 8 ans d'existence : il a été créé en octobre 1970. Mais on estime aujourd'hui que, dans la zone qu'il recouvre, et qui compte 8.500 familles (dans 4.000 « logements »), 32 à 35 % des habitants lui apportent un soutien direct et actif. Nommés par le gouvernement, les responsables locaux des « barangays » (circonscriptions administratives créées par le régime en place) sont contraints de garder à son égard une réserve prudente.

Les « permanents » du Z.O.T.O. sont, eux, peu nombreux (un comité recueille les fonds qui permettent de les rémunérer faiblement) et tous originaires du bidonville.

L'essentiel de l'action du Z.O.T.O. repose, en fait, sur la collaboration bénévole des habitants. « **Nous avons deux principes de base, expliquent les animateurs : que le maximum des résidents participent à l'organisation ; que les efforts visent surtout à élever le niveau de conscience des gens, avant même de chercher à obtenir des gains matériels.** »

A considérer cette structure, on a bien l'impression en effet que tous les habitants doivent assumer une quelconque responsabilité au sein du Z.O.T.O. tant sont multiples les organes mis en place. Chacun des 8 barrios a une certaine autonomie ; les résidents de chaque barrio se réunissent une fois par mois en assemblée générale, et une fois par an pour élire le « Conseil des dirigeants ». D'autre part, chaque barrio a des comités fonctionnels (éducation. santé, assistance légale, catastrophes, etc.) qui sont en liaison constante avec les comités correspondants du bureau central du Z.O.T.O. Enfin, chaque barrio est scindé en multiples organisations de base (« grassroot organisations ») qui regroupent chacune 50 à 100 personnes et élisent aussi leurs dirigeants. Aujourd'hui, le Z.O.T.O., dans son ensemble, compte 105 de ces organisations de base (il y en avait 13 à sa création...).

Cette structure, très décentralisée, permet non seulement que la base soit représentée à tous les niveaux, mais encore qu'elle assure un contrôle direct des organes « centraux ».

la résistance

Les intérêts commerciaux et industriels qui plaident pour une « rentabilisation » du rivage de Tondo ne disparaissent pas. En 1973, des experts américains achevaient un « projet de rénovation urbaine » qui prévoyait purement et simplement la destruction du bidonville et le relogement des habitants sur d'autres sites. « Mais le plus proche de ces autres sites, rappellent les résidents de Tondo, se trouvait à 50 km du centre de Manille. Et aucune infrastructure n'y était prévue, pas d'eau, pas d'électricité, pas d'école... » Comme le dit un responsable du Z.O.T.O. : « C'est toute la vie économique, sociale et même politique des habitants de Tondo que le projet venait affecter. »

Dès juin 1973, les organisations de Tondo sollicitaient une entrevue avec la mission de la Banque Mondiale venue examiner le projet pour lequel son financement était sollicité. Et elles obtinrent l'entrevue. Les représentants de Tondo mirent en avant non seulement leurs droits légaux sur le terrain (4), mais aussi des considérations économiques et sociales : « **Nous ne sommes pas contre le développement,** dirent-ils en substance ; **mais nous voulons que ce développement ne se fasse pas au détriment du peuple, en le rendant plus pauvre encore pour le seul profit de quelques-uns...** » Et ils proposèrent une rénovation du site accompagnée du maintien sur place du maximum de résidents. L'entrevue, et peut-être aussi le soutien porté à Tondo à l'intérieur et à l'extérieur du pays, permirent en tout cas de figer la réalisation du projet initial. Mais celui-ci était transformé et non abandonné.

Dans l'état actuel des choses, les projets affectant Tondo sont les suivants : prolongation de la grande artère du front de mer, modernisation du port international, transformation du port artisanal de Navotas en port de pêche ultra-moderne.

Tous ces projets répondent à des objectifs clairs : il faut dégager le terrain pour faciliter les communications, permettre la construction de grands hôtels ; attirer les investisseurs étrangers. Au total, cependant, l'extension de la grande artère et la transformation du site obligeraient à déloger 17.000 à 19.000 familles, la seule modernisation du port international impliquant le départ de 3.200 familles.

« Le souci d'encourager l'investissement étranger, commente un responsable du Z.O.T.O., n'est en rien lié au désir d'améliorer le niveau de vie des gens qui vivent ici. Au contraire : **la modernisation du port signifie fatalement des pertes d'emploi considérables ;** là où 40 personnes étaient nécessaires pour décharger un bateau, huit ou dix suffisent lorsque l'équipement est modernisé. De plus, seuls les travailleurs les plus qualifiés trouvent alors un emploi. »

Dans un pays où le chômage est bien certainement supérieur à 12 % de la population active, alors qu'affluent à Manille ceux qui cherchent désespérément un emploi, même scandaleusement mal payé, on peut se demander en effet si les plans grandioses de la First Lady tiennent bien compte de la situation réelle et des urgences les plus criantes.

Confrontés aux différents projets prévoyant leur expulsion, les représentants des organisations de Tondo demandèrent à rencontrer des participants à la Conférence du Fonds monétaire international qui s'est tenue en 1976 à Manille ; ils renouvelèrent alors l'exposé déjà fait devant les missions successives de la Banque Mondiale. Mais, la même année, un décret présidentiel vint remplacer le Republic Act 1597 : il prévoyait que le terrain pourrait être acheté à sa valeur courante, au prix du marché : c'est-à-dire 120 à 220 pesos le mètre carré, selon les endroits (certains lots « à utilisation commerciale et industrielle » étant même sept à huit fois plus chers). Une option était cependant donnée aux résidents de Tondo : la location pour 25 ans, avec un loyer d'un peso par mètre carré et par mois.

Les organisations de Tondo s'élevèrent vigoureusement contre l'idée même de location : par principe, mais aussi parce qu'elle est totalement impossible ; une famille occupe en moyenne 50 mètres carrés, a un revenu mensuel moyen inférieur à 372 pesos et peut espérer en soustraire au maximum 10 % pour les dépenses de logement. La situation resta figée jusqu'à cette année, où un événement allait cependant relancer la lutte entre le gouvernement et les gens de Tondo : les élections d'avril, dans lesquelles les organisations de Tondo soutinrent évidemment le parti d'opposition.

---

(4) En 1956, le Congrès des Philippines a voté le Republic Act 1597 qui permettait aux familles de Tondo d'acquérir leur terrain au prix de cinq pesos le mètre carré. Ce décret ne fut jamais appliqué.

le grand incendie de Tondo

Vers 13 heures, le 3 avril dernier (trois jours avant les élections), tout un quartier de Tondo prit feu dans la zone couverte par le Z.O.T.O. Pendant plus de 12 heures, l'incendie fit rage, détruisant totalement 2.300 habitations, laissant 3.480 familles (quelque 35.000 personnes au total) sans abri. Déchirement supplémentaire, pour les résidents : le feu anéantit l'une de ces cliniques pour lesquelles ils sacrifient une part de leurs si maigres revenus. Cet incendie s'inscrivait sur la longue liste de ceux qui se sont multipliés dans Manille depuis le début de l'année 1978. Certes, le feu est chose courante dans la capitale philippine, où l'on use de gaz en bouteilles, de kérosène ou d'électricité dans des maisons de bois quasi moyenâgeuses. Mais nul ne songe à nier que le rythme des incendies quotidiens s'est accéléré de façon suspecte avant les élections : les autorités ont laissé complaisamment entendre que l'opposition avait tout intérêt à fomenter des troubles. C'est un air bien connu.

Quoi qu'il en soit, le 3 avril à Tondo, les pompiers municipaux - après avoir mis plus d'une heure à arriver - restèrent à l'extérieur du quartier qui brûlait, arrosant avec plus ou moins d'énergie celles des maisons, situées à la périphérie, dont les propriétaires pouvaient plus ou moins bien les payer.

Ce furent les pompiers du quartier chinois (les commerçants chinois, lassés de voir leurs magasins brûler, ont créé leur propre brigade il y a un peu plus d'un an) qui accoururent au secours de Tondo. Malgré tout, les gens de Tondo accusent : comment mettre en doute la parole de ceux qui, au cœur du quartier sinistré, parlent avec une indignation contenue des bidons d'essence retrouvés sur les lieux pendant ou après l'incendie ? De plus, l'eau avait, de façon bizarre, commencé à manquer avant que le feu ne se déclare. Enfin, la passivité des pompiers est allée bien au-delà de ce qui se pratique d'habitude. Les habitants, lorsque tout le quartier brûlait, ne pensaient cependant qu'à une chose : y retourner avant que ne viennent les bulldozers. Et dans la nuit même, ils « occupaient » les cendres encore chaudes, de crainte de ne pouvoir y accéder au petit matin. Dès le lendemain, ils se mettaient à reconstruire.

Les sinistrés de Tondo étaient contraints, cependant, d'entamer une véritable course contre la montre : il leur fallait tenter de battre de vitesse la saison des pluies qui s'installe à Manille avant la fin du mois de mai. C'est qu'au cours d'une averse, l'eau peut facilement monter de plus d'un mètre cinquante dans les rues ou les chemins dépourvus du moindre système d'écoulement. C'est pourquoi les maisons philippines sont construites sur pilotis.

L'aide officielle aux victimes de Tondo a manqué de conviction. Au total, selon les autorités, 503.000 pesos ont été affectés à des concours financiers ou en nature (vivres, matériel). En fait, il était prévu qu'une partie de cette somme serve - comme l'ont écrit les journaux de Manille - « au transport vers leurs provinces d'origine d'un certain nombre de familles indigentes, dans les cadres du programme « Balik-Probinsiya » qui vise à décongestionner le grand Manille et à améliorer les conditions de vie des habitants du bidonville ». Il est clair, on l'a vu, que ces derniers refusent de se soumettre à une « déportation » qui reviendrait à les priver de leur seul espoir d'avoir un revenu minimum et suffisamment stable.

se développer contre le modèle de développement

« Pour améliorer notre sort, constate la présidente d'un des « comités de base » du Z.O.T.O., **il nous faut lutter contre les conditions du développement qui prévalent aux Philippines. »** Ce qui la menace, elle et ceux dont elle est solidaire, c'est le type de développement économique choisi par son pays. Elle en est pourtant l'un des atouts maîtres : les responsables du Board of Investments (Bureau des investissements) expliquent volontiers au visiteur que « le très bas coût de la main-d'œuvre locale constitue le meilleur « encouragement » offert aux investissements étrangers dont ils souhaitent la venue ». Il est bien évident que ce coût ne restera faible que si la pression sur les salaires se maintient, que si une part de la population active, par conséquent, ne trouve pas à s'employer.

A Tondo, **les mille petits métiers qu'occupe le port de pêche artisanal de Navotas, vont disparaître dès que les Japonais,** qui s'efforcent désespérément d'améliorer leurs approvisionnements en poisson, **auront terminé de moderniser le port** afin qu'il reçoive leurs propres chalutiers.

De même, avec une étonnante inconscience, les responsables du Bureau des investissements conseillent aux étrangers « d'investir de préférence dans les secteurs où ils ne rencontreront pas la concurrence des grandes multinationales mais uniquement celle des petits producteurs locaux ».
Le modèle de développement philippin a des vertus certaines pour la petite et moyenne bourgeoisie salariée des villes, dont il vise d'ailleurs à accroître l'importance. Mais, plus le développement économique recherché s'accentue, plus la misère des gens les plus mal placés augmente et plus leur nombre s'accroît. Ce double mouvement vers les extrêmes résulte automatiquement du réaménagement constant auquel se trouve soumise la société philippine. **Les cellules du capitalisme local déjà en place sont directement menacées par le « développement », au même titre que les sociétés rurales restées traditionnelles, puisque les unes et les autres ne peuvent concurrencer la productivité du travail des grandes organisations capitalistes qu'en surexploitant leurs travailleurs.** Si donc le développement bénéficie incontestablement à une fraction de la population, il doit fatalement en exclure une autre.

La majorité des Philippins, cependant, rencontrent les plus grandes difficultés pour assurer sa subsistance. Mais les plus miséreux eux-mêmes ne restent pas passifs. La résistance des gens de Tondo en témoigne : face au développement sauvage qui les a créés et en même temps les menace, ils résistent.

Le miracle, c'est leur volonté de prendre en charge leur propre existence en cherchant à élaborer des schémas de développement qui leur seraient bénéfiques, en lieu et place d'un modèle qui, au mieux, ne les concerne pas et, au pire, les condamne à disparaître.

Lettre de R U Y I G I

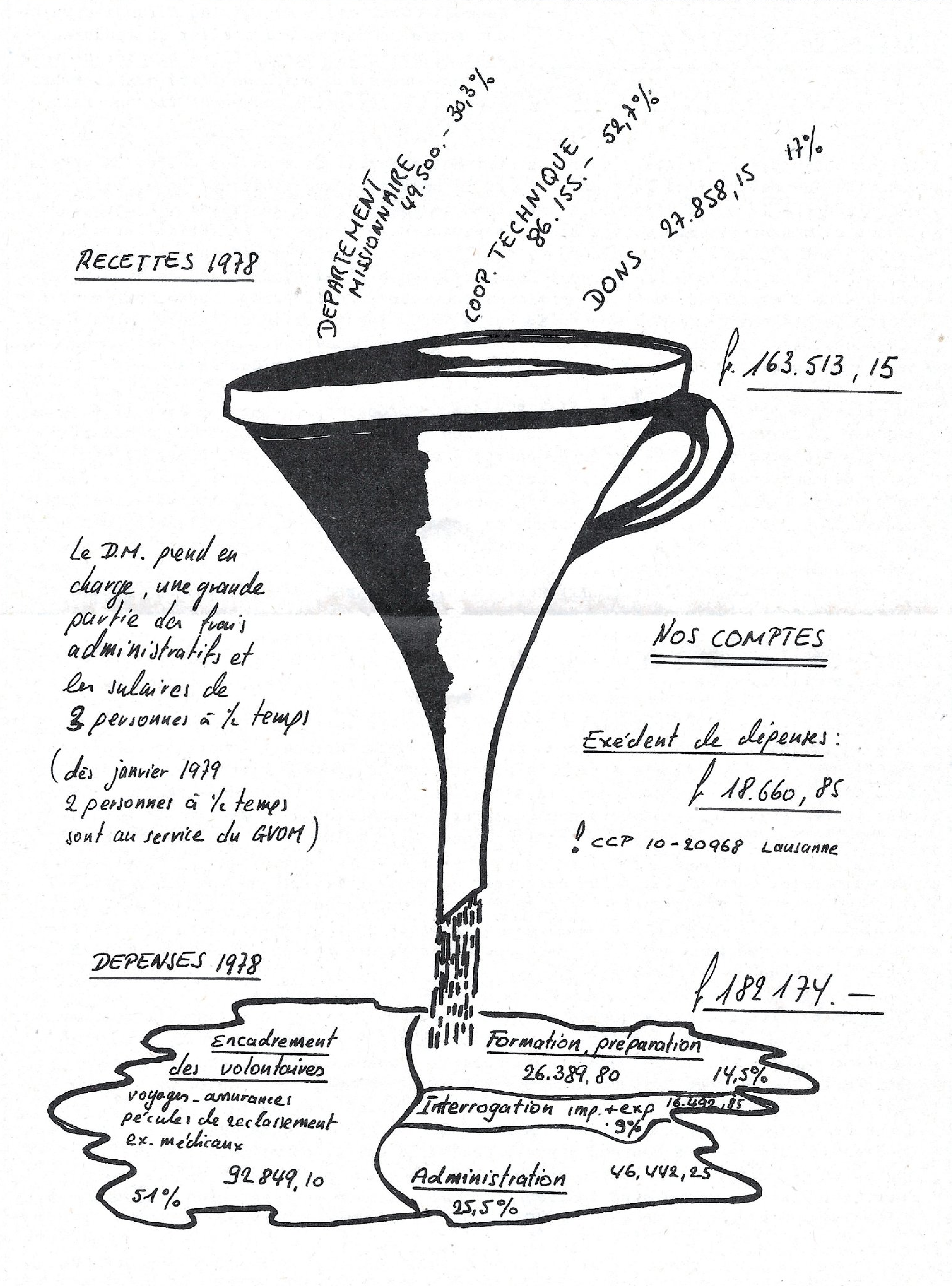
Georges GOBET est à Ruyigi, au Burundi depuis une année et demie. A l'atelier de soudure dont il avait la charge, il va bientôt pouvoir passer toutes les responsabilité aux ouvriers. Voici quelques réflexions dont il nous fait part :

Chaque matin des centaines d'ouvriers arrivent à Ruyigi de tous les côtés. La grande majorité de ces ouvriers font entre 10 et 15 km à pied avec soit une houe, soit un coupe-coupe à la main. Tranquillement, tout ce monde se met au travail. L'équipe de maçons avec tous ses aides représente la plus grosse partie de la fourmilière. Ensuite vient l'équipe des reboisements que l'on distingue très vite par le défilé de houes sur le terrain encore dénudé. Dans les plus petites équipes, on reconnait les scieurs de long très musclés, menuisiers, couvreurs, chauffeurs, aides-chauffeurs et équipe des chargements : soudeurs, cuisiniers, jardinier pour l'école normale et l'évêché. Dans les hautes spécialisations,il y a un magasinier, un vitrier et un véritable pompiste. En saison sèche, s'ajoute une foule de briquetiers.

Au milieu de tout ce monde, l'équipe FSF doit repréciser souvent son travail,surtout essayer de ne pas tomber dans une "ritourne" où les contacts avec tout ce monde risqueraient d'être qu'une relation de patron à ouvriers. La première chose, c'est d'essayer de comprendre ce qui attire tout ce peuple ici. Pour ma part, si je regarde un peu en arrière, il y a plusieurs années, la vie ici s'organisait très traditionnellement, chacùn échangeait ses produits sous forme de troc. Actuellement, ces habitants sont boulversés dans leur tradition . L'argent a malheureusement pris une très grande place auprès de chacun. La radio, que tout le monde écoute leur a fait découvrir un monde totalement différent, un monde de richesse et beaucoup rêvent de cette richesse. Plusieurs personnes ont envie de grandir dans cette richesse. Elles s'achètent la plus belle chemise ou pantalon, pour paraître. Malheureusement, on constate que le fonctionnaire à une vie très facile, il est riche sans devoir beaucoup travailler.

Je comprends très bien toute cette équipe d'ouvriers qui a envie de s'exprimer et de grandir. Mais comment faire découvrir à tout ce monde que l'important ce n'est pas d'être riche matériellement, mais plutôt être heureux de vivre, heureux dans sa famille et retrouver la joie dans le travail manuel où tout est une création ? Comment faire découvrir à une personne que pour être heureux dans sa famille elle doit en premier améliorer son habitat et l'hygiène de sa maison pour que ses enfants soient en bonne santé ? Comment faire découvrir à un de ces paysans la beauté de ses cultures ? Comment lui faire découvrir que pour arriver à un bon rendement, il doit employer ses mains et ne pas attendre que tout tombe du ciel ? Bien sûr, tout le monde ici sait qu'en Europe il y a des machines pour cultiver, mais comment faire comprendre que pour avoir ces machines, le paysan européen a amélioré petit à petit ses méthodes de culture ? ...

Voilà un peu les questions que je me pose. Après tout cela, je m'aperçois que mon travail le plus important c'est un témoignage à apporter. Le témoignage d'un travailleur manuel qui n'a pas peur de se salir les mains. Dire à ces personnes que celui qui a un diplôme doit continuer son travail manuel, il ne doit pas s'asseoir derrière un bureau. Il faut dire que la colonisation, dans ce sens, n'a pas donné beaucoup de valeur au travail manuel. Elle a plutôt formé des fonctionnaires. Combien de fois je suis heureux d'avoir les mains sales, comme tous ces travailleurs, et de voir que les hautes personnalités n'osent pas nous serrer la main. Pourtant, ils savent que sans le travail manuel, ils ne seraient rien, ils n'auraient même pas de quoi se nourrir. Ceci vaut aussi pour l'Europe.


RECETTES 1978
DEPARTEMENT MISSIONNAIRE 49.500.- 30,3%
COOP. TECHNIQUE 86.155.- 52,7%
DONS 27.858,15 17%
f. 163.513,15
Le D.M. prend en charge, une grande partie des frais administratifs et les salaires de 3 personnes à ½ temps
(dès janvier 1979 2 personnes à ½ temps sont au service du GVOM)
NOS COMPTES
Excédent de dépenses:
f. 18.660,85
! CCP 10-20968 Lausanne
DEPENSES 1978
f. 182 174.—
Encadrement des volontaires
voyages - assurances
pécules de reclassement
ex. médicaux
92.849,10
51%
Formation, préparation
26.389,80
14,5%
Interrogation imp.+exp
16.492,85
9%
Administration
46,442,25
25,5%

Après avoir expliqué les rapports entre EIRENE et l'Evangile, d'où nous tirons l'essence non-violente de notre mouvement, nous avons donné des exemples d'actions pratiques puisque la NON-VIOLENCE doit être pratiquée et non seulement professée. Nous avons expliqué notre soutien à la récolte de signatures pour un authentique service civil, ainsi que notre appui surtour moral à des actions de désobéissance civile, comme le refus de l'IDN (20% retirés pour protester contre une conception unilatérale de la défense) lancée par le CMLK.

Notre position nous a valu deux réactions diamétralement opposées, dont voici quelques extraits :

..."Comme citoyen conscient de nos obligations envers notre pays et en ma qualité d'officier, je ne saurais souscrire à une telle initiative. J'ai déjà eu l'occasion de rappeler au Centre Martin Luther King que notre armée poursuivait strictement et exclusivement une mission défensive. Je me rallierais à l'institution d'un service civil réservé uniquement aux vrais objecteurs de conscience, mais pas à tous les tenants d'une opposition politique ou philosophique, citoyens peu intéressants à tous égards, au civil également"...

..."J'ai déjà fait une demande de soustraction de la taxe militaire, en proposant de la verser, par exemple, à Terre des Hommes. Ma demande a été refusée et je dois maintenant payer ma taxe. Je vous demande donc si vous pourriez appuyer une nouvelle demande de ma part et vous propose de vous verser le montant de ma taxe, car je crois savoir que vous en avez toujours besoin"...

A propos de ces réactions, le comité tient à faire la mise au point suivante (et il en faudra encore jusqu'à ce que notre conception de la Non-Violence soit comprise !).

L'action n'est pas dirigée contre l'armée, son existence ou son organisation ou alors elle vise à long terme à la suppression de toutes les armées. Qui s'en plaindrait ? Les gens qui s'engagent dans ce refus collectif veulent que notre conception de la défense (car nous ne refusons pas l'idée d'une défense de nos libertés) soit revue et qu'une alternative non-violente soit offerte, car nous mettons actuellement tous nos oeufs dans le même panier, ne voyant <u>que</u> la défense militaire. A l'instar de ce que fait le M.A.N. en France qui comprend dans ses rangs plusieurs officiers dont le général Jacques Pâris de la Bollehardière, nous aimerions promouvoir l'idée d'une résistance par des moyens non-violents. Cela ne se fera pas du jour au lendemain et nous savons qu'il faudra passer par une phase de TRANSARMEMENT, moyen intermédiaire d'arriver au DESARMEMENT, but lointain dont nos politiciens parlent beaucoup sans essayer de l'atteindre. Or, les utopistes ne sont peut-être pas ceux qu'on croit:les pacifistes, les non-violents,mais ceux qui croient que l'armement à outrance peut durer et ne pas nous mener à la catastrophe.

C'est pour développer notre chemin que nous aimerions disposer d'un fonds pour organiser des séminaires, des stages de formation à la Non-Violence. Nous en avons déjà organisé deux semaines. C'est à ce fonds que nous verserions la taxe de notre deuxième correspondant. Les Suédois disposent d'un institut de recherche sur la paix, pourquoi n'aurions-nous pas un séminaire de formation à la défense non-violente, qui pourrait coexister avec les militaires convaincus qu'ils ont le meilleur moyen de défense.

Nous sommes disposés à rencontrer les sympathisants comme les opposants à notre stratégie alternative.

****

Nous avons le regret d'annoncer le décès, dans sa 79ème année de :

- Madame Théodore-D. PACHE, née Eléonore Buck

ancienne volontaire et fidèle membre de la Branche Suisse d'Eirene.

Un recueillement a eu lieu en sa mémoire à Grandchamp, lors de la semaine de travail de la Commission de Paris.

Je suis la lumière du monde. Celui qui me suit ne marchera pas dans les ténèbres, mais il aura la lumière de la vie.

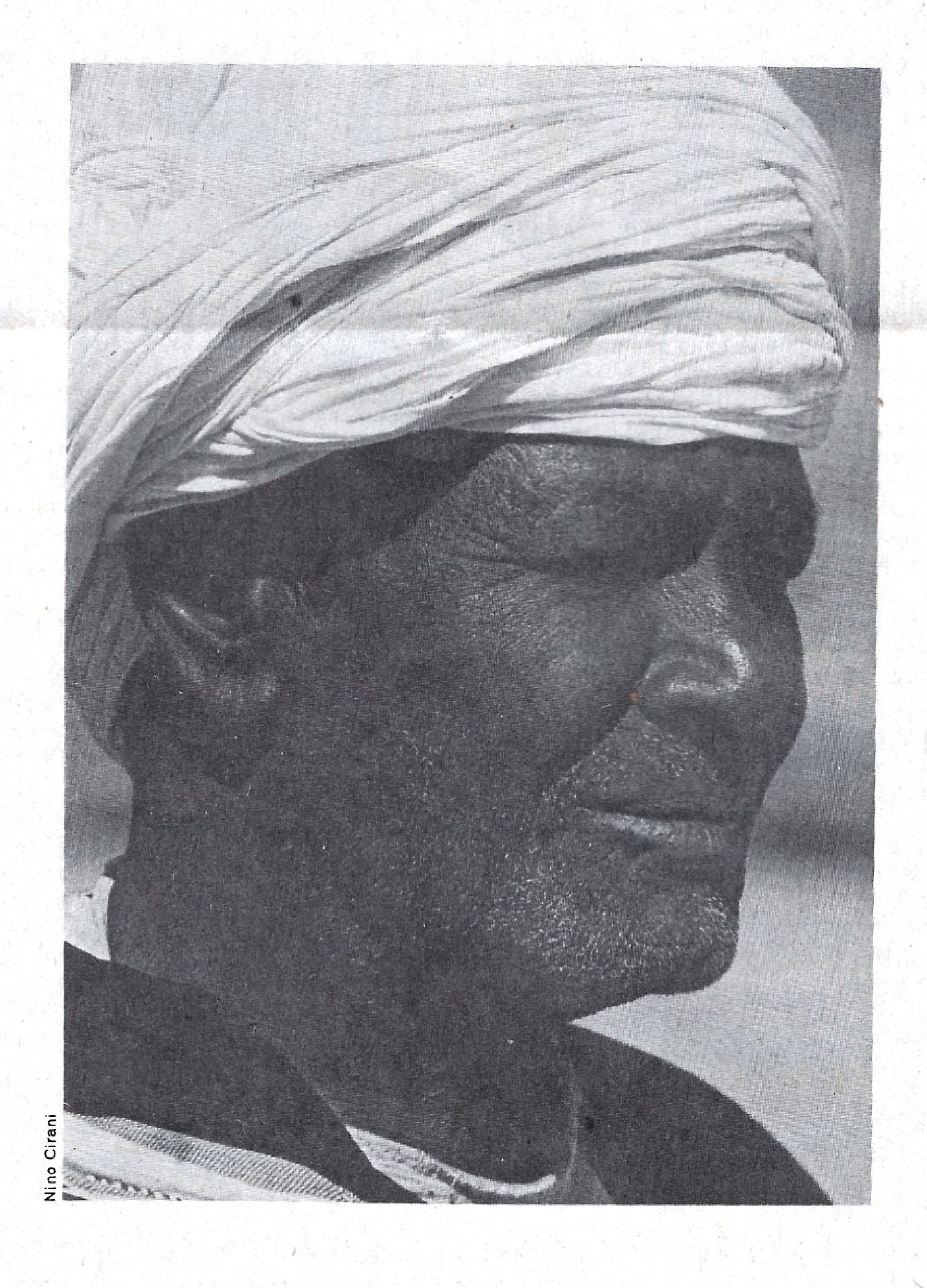
Jean 8 : 12



Bernadette P E T I O T

est partie avec son mari Bernard au Maroc en août 1977. Lui travaille dans un centre de formation professionnelle et elle cherche à nouer des contacts avec les femmes indigènes.

J'ai dit oui à la proposition de Bernard pour un départ en Tiers Monde. Pour moi, je voulais vivre dans un de ces pays pour voir, écouter, partager, connaître ce qu'on appelle le Tiers Monde.



Nino Cirani

La vie sur place, telle qu'elle serait, devrait nous guider dans le choix des actions à mener.

Partis fin août, nous arrivons chez Pierre-Marie qui nous a bien accueillis, aidé à nous installer. Nous logeons dans le quartier de l'Océan, très animé et bruyant. Notre adaptation est rapide. Mon but est de lier connaissance avec des femmes marocaines.

Dans l'immeuble, ça a commencé par nos voisins de palier - des étudiants, tous célibataires pour la plupart : 2 étudiantes en droit - 1 en médecine, des sténodactylographes, 1 employé de banque qui poursuit des études en dehors du travail.

Nous apprenons leurs problèmes : 2'000 étudiants en droit et il ne faut que 60 réussites dont 20 seront pistonnées - "Nous n'y arriverons pas, on n'a pas d'argent (un jour devant moi à l'épicerie ma voisine achetait pour 20 centimes de beurre, elle le demandait d'une voix bien basse). Nous sommes au courant quand il y a des grèves... Mais sur les 8 ou 9 voisins, seul l'employé de banque se permettra de nous dire ce qu'il pense, car ici il est très dangereux de dévoiler ses pensées ! Ce monsieur est syndicaliste, son patron l'a "à l'oeil", un parti politique l'a contacté, il a refusé de s'y inscrire : conséquence, la police l'a filé pendant 6 mois.

Nous n'en saurons jamais plus, et nous partagerons peu, sauf pour des conversations et services ordinaires de la vie courante.

Au bas de l'immeuble, il y a les commerçants. Le pharmacien avec 3 vendeurs - l'épicier avec 3 vendeurs - le libraire - 1 rôtisserie - le boucher. C'est chez l'épicier que je discute le plus avec les vendeurs :
- "Alors, pas marié ?" - "Comment voulez-vous, disent-ils, de nos jours, on ne peut plus, c'est trop cher et nous gagnons peu". Je les vois travailler de 8 heures à 21 heures.

Il y a aussi le concierge, un jeune (Bernard est allé à la pêche avec lui). Il se fait souvent disputer par les locataires, car l'ascenceur est en panne presque chaque semaine. Ce n'est pourtant pas de sa faute. On arrête l'ascenceur car des locataires ne paient pas les charges, ce sont le plus souvent les étudiants.

Un couple mixte, avec lequel nous devenons amis, - ce sont deux enseignants - lui marocain, nous raconte un peu ce qui se passe à la fac, il y en aurait à raconter !

Mais, chacun est occupé à ses affaires, c'est normal après tout, aussi, je décide de chercher.

Le hasard me fait rencontrer une marocaine qui me propose une réunion au cours de laquelle je découvre plusieurs possibilités d'action : - un groupe de couture - un groupe d'alphabétisation - deux groupes de tricot. Je choisis le tricot. Me voilà flanquée de 12 filles, moi qui ne sait pas l'arabe, et puis, c'est impossible de diriger 12 tricots.

Toutes veulent vite le terminer et ça tient du miracle si les pulls ont été convenables. Je demande de l'aide et Soeur Hélène vient à mon secours, elle est très experte ; ces filles jeunes viennent ici pour sortir de leurs 4 murs et aussi pour avoir des tricots à la mode! On rit bien, toutes. J'apprends ce que c'est qu'être une jeune fille dans un milieu modeste (une jeune fille marocaine).

La femme marocaine est vraiment exploitée et n'a aucune liberté. La vie est très très dure pour elle. Seule la possibilité de travailler peut les rendre indépendantes, mais il n'y a pas de travail. Alors, on rêve de se marier (je parle du milieu populaire).

Depuis mon arrivée, je suis abordée sans cesse par des filles me demandant du travail. L'une d'elles vient même 2 fois par semaine sonner à ma porte. Je révise mes principes et je prends Fatima.

Nous avons réellement besoin l'une de l'autre. Moi pour me soulager du travail occasionné par deux enfants rapprochés et puis, je ne suis pas venue ici pour rester enfermée. Fatima, elle, a besoin de gagner sa vie. Au début, j'ai eu de la peine à la voir travailler, ensuite, je me suis organisée. Nous faisons ensemble le travail de la maison le matin et l'après-midi, je lui donne des cours de dactylo.

Par elle, j'apprends ce que peut être la vie dans un bidonville, puisqu'elle y habite. Avec elle, je comprends mieux les coutumes. Il s'établit un échange entre nous. Je connais ses soucis, comme elle découvre les miens. Je m'aperçoit que je ne peux faire grand'chose face aux situations pénibles qu'elle décrit, sauf l'écouter ! Mais elle est très contente (c'est ce qu'elle dit).

Nous faisons partie d'un groupe où se retrouvent des étudiants marocains. Fatima est ainsi en contact avec des gens d'une autre classe et elle est tout étonnée de ne pas être méprisée par eux !

Lorsque je découvre les valeurs de ce peuple, je les luis fais remarquer pour qu'elle en soit plus consciente.

Petit à petit, je découvre les problèmes du Centre par Bernard. Pas de programme,aucun cours dactylographié, ce qui serait pourtant nécessaire au moment de la marocanisation. Je tape donc les cours de Bernard.

Pas d'équipe soudée, allant dans le même sens, chacun fait ce qu'il veut, pas de contrôle.

En janvier, je cherche à faire plus. On me signale que des marocaines de la bourgeoisie cherchent des volontaires pour enseigner la dactylographie à des filles du bidonville. Je me propose, c'est dans mes cordes, je serai plus efficace.

Avec les enfants, je passe souvent les après-midi sur les pelouses de Rabat. C'est là que toutes les mères de famille s'étendent pendant que les enfants jouent. Nous bavardons, mais hélas, je ne retrouve jamais les mêmes mamans.

COMMENT S'ENRICHIR ?

"Partir est avant tout sortir de soi. Briser la croûte d'égoïsme qui essaie de nous emprisonner dans notre propre "moi".

Partir c'est cesser de tourner autour de soi-même, comme si on était le centre du monde et de la vie.

Partir c'est ne pas se laisser enfermer dans le cercle des problèmes du petit monde auquel nous appartenons : quelle que soit son importance, l'humanité est plus grande et c'est elle que nous devons servir.

Partir ce n'est pas dévorer des kilomètres, traverser les mers, ou atteindre des vitesses supersoniques. C'est, avant tout, s'ouvrir aux autres, les découvrir, aller à leur rencontre.

S'ouvrir aux idées, y compris à celles qui sont contraires aux nôtres, c'est avoir le souffle d'un bon marcheur. Heureux qui comprend et vit cette pensée : "Si tu n'es pas d'accord avec moi, tu m'enrichis".

Avoir à côté de soi quelqu'un qui ne sait dire qu'"amen", qui est toujours d'accord, d'avance et inconditionnellement, ce n'est pas avoir un compagnon, mais bien plutôt une ombre.

Quand le désaccord n'est pas systématique et tendancieux, quand il vient d'une vision différente, il ne peut qu'enrichir.

Il est possible de cheminer seul. Mais le bon voyageur sait que le grand voyage est celui de la vie et qu'il suppose des compagnons.

Compagnon : étymologiquement, c'est celui qui mange le même pain. Heureux qui se sent éternellement en voyage et qui voit en tout prochain un compagnon désiré...

Le bon voyageur se préoccupe de ses compagnons découragés, las... Il devine le moment où ils en viennent à désespérer. Il les prend où il les trouve. Il les écoute. Avec intelligence et délicatesse, et surtout avec amour, il leur fait reprendre courage et retrouver goût au voyage.

Avancer pour avancer, ce n'est pas encore vraiment voyager.

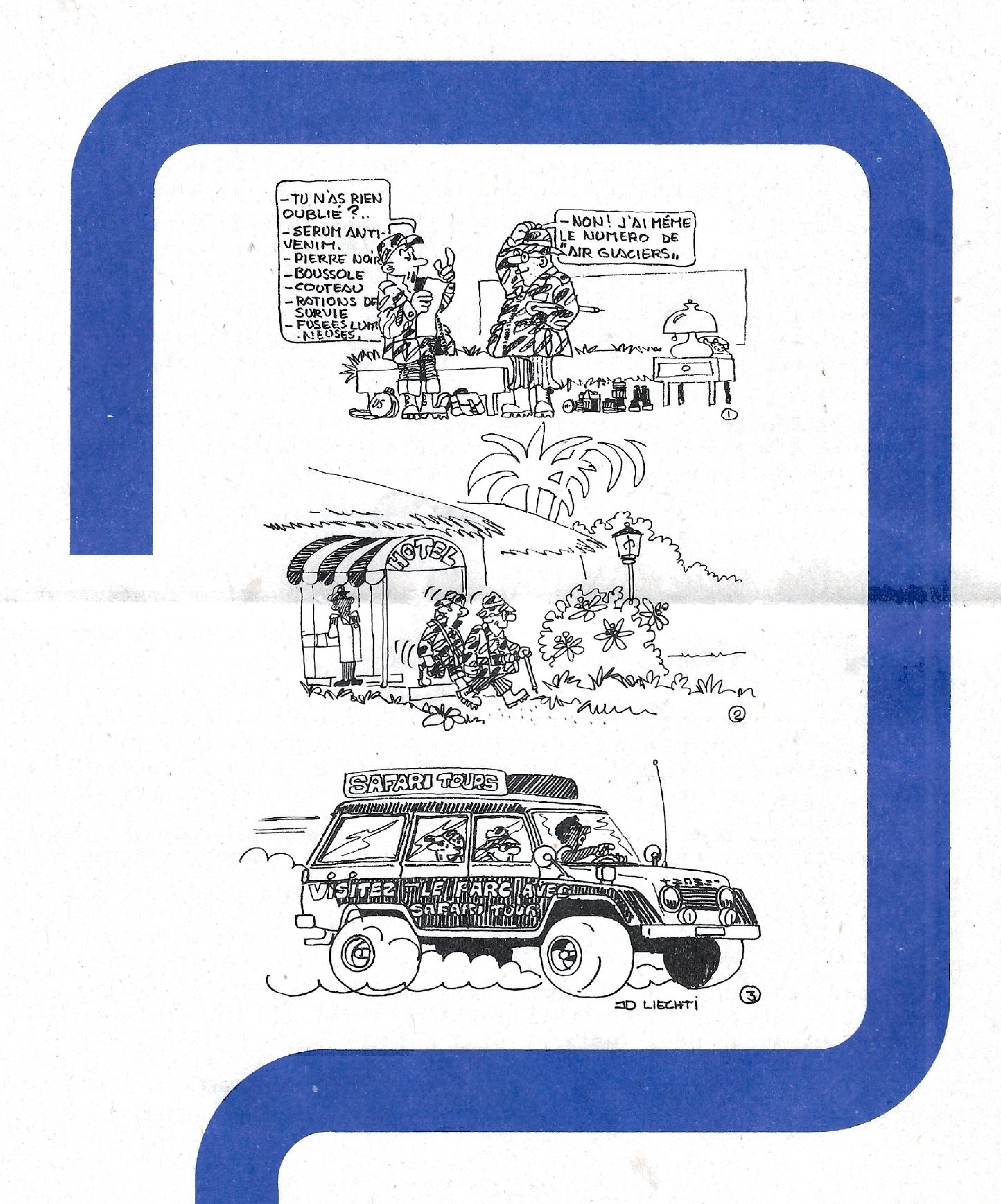
Voyager, c'est aller à la recherche d'un but; c'est prévoir une arrivée, un débarquement.

Mais, il y a voyage et voyage.

Pour les minorités abrahamiques, partir signifie se mettre en mouvement et aider beaucoup d'autres à se mettre en mouvement pour construire un monde plus juste et plus humain."

Dom Helder CAMARA

*****



INTERROGATION paraît huit fois par année. Il est adressé aux membres de nos organismes selon les statuts

Centre Offset SA, Lausanne

J.A. 1000 LAUSANNE 9